



Appel « Alimentons Rhône-Alpes »

Monsieur,

Votre appel nous réjouit, puisqu'il rencontre assez exactement nos préoccupations. En effet, nous pensons que la crise du monde paysan, inséparable des politiques mondialistes que notre pays subit, menace à terme l'existence même de notre Nation.

Partant de ce constat, nous proposons des mesures, nationales et locales, articulées autour de 3 axes : protéger, valoriser et redévelopper le monde paysan.

Protéger tout d'abord.

Au niveau national, il faut **rétablir nos frontières**, afin de protéger nos productions contre les importations à faible coût de produits issus de l'agriculture intensive, dans des conditions sociales déplorables, souvent proches de l'esclavage, et dont le transport sur longue distance engendre des coûts colossaux (contraintes sur les infrastructures, émissions de polluants, accidents générés par le fort trafic, etc.). Ce qu'il est à la mode d'appeler « **relocalisation de la production** » n'est, en effet, qu'une autre façon de nommer la **préférence nationale**.

Au niveau régional, la restauration scolaire des lycées, qui relève directement des compétences de la Région, doit intégrer majoritairement des **produits issus de l'agriculture régionale**. La proposition aux élèves de produits de saison, de plats variés, différents et originaux, permettra d'éduquer leur goût, d'inciter les familles à réformer leur alimentation, et de les transformer en adultes responsables, au moins quant à leur alimentation, dans leur vie future.

Il est bien évident que la protection du monde paysan doit passer par une **agriculture raisonnée**. Il n'est pas envisageable que notre production agricole dépende de semences, de pesticides et d'engrais massivement importés, ce qui la mettrait à la merci des multinationales sans autre objectif que le profit immédiat. Il est pour cela indispensable de **sortir des diktats de Bruxelles**, avec ses vues utopiques et inhumaines **d'agriculture intensive, spécialisée et mécanisée** qui conduisent à un fort endettement des paysans, la pollution des sols et des nappes phréatiques, et une perte de qualité et de diversité.

Mais protéger, c'est aussi **préserver les terres arables**. Or les périphéries de nos zones urbaines, vous le signalez vous-mêmes, sont peu à peu grignotées, notamment par l'expansion des zones d'activités et zones commerciales, occupées par la grande distribution. Or, de l'aveu même de leurs dirigeants, chaque emploi créé dans la grande distribution détruit deux emplois dans le petit commerce. Arrêter l'expansion de ces zones, c'est en même temps **sauvegarder les commerces de proximité, les circuits courts, et les emplois**. En outre, la grande distribution favorise le mondialisme de l'alimentation, en cherchant à diminuer le nombre de ses fournisseurs au profit des grands groupes de l'agroalimentaire à la stratégie internationale.

Valoriser l'agriculture régionale.

Notre pays en général, et la Région Rhône-Alpes en particulier, est riche de traditions, productions et savoir-faire. La France est connue comme le pays aux 500 fromages, mais aussi aux vignobles incomparables, et aux productions d'appellation renommées.

Toutefois, une particularité réglementaire interdit aux industriels utilisant des produits d'appellation, d'en faire mention. Ainsi, une huilerie installée à Nyons pourrait-elle importer ses olives, tout en bénéficiant de la renommée de l'appellation, alors qu'une autre huilerie installée à Saint-Marcellin et n'utilisant que des noix de Grenoble, n'aurait-elle pas le droit de l'indiquer sur ses produits.

Nous réclamons donc une **réforme des réglementations sur les appellations**. Pour valoriser les produits du terroir, et en même temps inciter les industriels à recourir à ces produits, il doit être possible d'inscrire sur le produit fini l'appellation d'origine des matières premières agricoles employées, par exemple « cake aux olives *de Nyons* » ou « huile de noix *de Grenoble* ».

Par ailleurs, pour symboliser l'importance de la défense du monde paysan, nous nous engageons, au cas où la réforme fiscale le permettrait encore, à **supprimer la taxe sur le foncier non bâti** (taux à 0%). Il s'agit d'une mesure peu onéreuse pour les finances publiques (cette taxe rapporte 1 M€ par an à la Région), mais qui constituera un signal fort en direction des paysans.

Redévelopper le monde paysan

Si tant d'exploitations disparaissent, c'est parce que les paysans ne peuvent vivre de leur travail du fait du mondialisme, et ont été transformés en demandeurs de subventions par l'Union Européenne, certes, mais, aussi, parce que, par fausse honte mal placée sans doute, on n'a plus voulu voir dans le monde paysan qu'un industriel anonyme dans un univers mécanisé, et au mieux, un « aménageur d'espace » qui serait invité à entretenir les sentiers forestiers pour permettre aux citadins de se promener.

Il faut au contraire **rendre leur fierté aux paysans**. Il est facile de brocarder le passé, mais on ne saura redonner envie aux jeunes de s'installer « à la terre », sans reprendre une communication incitative. Il est symptomatique qu'un film comme « *Une hirondelle a fait le printemps* » ait pu être brocardé comme « vichyssois ».

Pour autant, chacun fait siennes et reconnaît aujourd'hui l'actualité criante de formules d'antan, comme « *Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt* », ou « *Il faut que le paysan soit hautement honoré, car il constitue les garanties essentielles de l'existence et de la sauvegarde du Pays* ».

Cela passe évidemment par la **revalorisation de l'enseignement agricole**. Mais aussi par la **survie de nos villages**, qui soient dotés de commerces et des services publics de base.

Il faut également encourager l'emploi agricole. Nous proposons une **prime de 10 000€** pour toute TPE créant un poste en CDI ; cette proposition concerne également, bien évidemment, l'emploi dans les exploitations agricoles.

Nous vous apportons donc tout notre soutien pour votre appel, et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Bruno Gollnisch

Député européen
Conseiller régional Rhône-Alpes
Tête de liste Front National aux
élections régionales de mars 2010